POINT SÉCURITAIRE

Les «appels» de Hattab ne sont-ils pas contre-productifs ?

En ce mois de février, l'ancien chef terroriste, Hassen Hattab, est à sa deuxième sortie depuis le mois précédent et la troisième depuis août dernier, appelant ses «frères» des maquis à déposer les armes et à rejoindre leurs familles.

Si les deux premières ont été de simples communiqués repris par certains médias, la dernière s'est faite sous forme d'un message audio qui a été répercuté par la télévision satellitaire qatarie Al-Jazeera. Ces différents «appels», qui ne semblent être que les premiers, ont-ils une chance d'être entendus par les groupes terroristes encore actifs ou, au contraire, ne risquent-ils pas d'être contre-productifs et verser dans une situation contraire à ce qu'il est attendu d'eux ?

On sait que Hassen Hattab dit Abou Hamza a été écarté en août 2003 de la tête du GSPC, l'organisation terroriste dont il a été l'un des principaux fondateurs en septembre 1998 après une dissidence avec le GIA. Après l'avoir dirigée à titre «provisoire», il a dû céder le «commandement» à Abdelmadjid Dichou dit Mos'âb en avril 1999, avant de le reprendre à titre «officiel» deux mois plus tard, à la suite de l'élimination de ce dernier par les forces de sécurité dans un accrochage dans la wilaya de Batna. Depuis cette date, tout ce que deviendra le GSPC, sur tous les plans, jusqu'à août 2003, a été l'«œuvre» de Hassen Hattab et porte non seulement sa responsabilité morale mais aussi sa signature matérielle.

Indépendamment des actes et attentats terroristes, de toute nature et sous toutes leurs formes, sous sa conduite effective, le GSPC, a rejeté toutes les invitations et «appels» au retour à la raison. Aussi bien ceux provenant des autorités et de la communauté nationale, que ceux qui lui ont été adressés de l'étranger, notamment ceux de certains oulémas et théologiens considérés universellement comme des sommités du salafisme, auquel il se réfère.

Il a commencé, en janvier 2000, par démentir, par communiqué, tout contact avec ou sans «négociations», avec le pouvoir pour adhérer à la «concorde civile» et toute idée d'abandonner le maquis, à l'instar des autres organisations terroristes qui ont définitivement déposé les armes ce même mois, telles que l'AIS, la LIDD, le FIDA et plusieurs autres membres du GIA qui l'ont fait à titre collectif ou individuel.

C'est au contraire, à partir de cette date, qu'il va imposer le GSPC comme la principale organisation armée, en obtenant progressivement le ralliement de plusieurs groupes terroristes dissidents du GIA qui sévissaient en électrons libres, comme le GSPD dans une partie du centre du pays ou le GSC à l'extrême ouest, en plus, çà et là, de groupes locaux. En mars de la même année, il diffuse un communiqué où il fustige en long et en large la «concorde et la réconciliation». Et pour montrer ce qu'il oppose à cette main tendue, il étale, dans la deuxième partie de cette revendication, toute une série d'attentats sanglants dans différentes régions du pays. Le mois de septembre suivant, c'est aux oulémas du salafisme, qui ont prôné la nullité théologique du «djihad» en Algérie, qu'il s'en prend avant de se retourner quelques mois plus tard (en mars) contre le «régime qui approuve tout ce qui est contraire à l'islam» et finit, un mois après, par verser ses foudres contre «des émissaires du gouvernement», en s'en prenant à deux «prédicateurs» qui tentaient de faire revenir à la raison des groupes terroristes, dont l'un deux sera d'ailleurs assassiné.

Il leur reproche textuellement, dans un communiqué qu'il signe lui-même, d'avoir été parmi les plus fervents partisans du terrorisme et d'être devenus des «valets du pouvoir» en cherchant à mettre fin au «djihad», appelant dans le même texte ses groupes à intensifier les tueries.

Cette position de Hassen Hattab va rester une constante jusqu'à sa mise à l'écart de la tête de GSPC en août 2003. Jusqu'en septembre 2007, date à laquelle il est censé avoir décidé de se rendre aux autorités, des rumeurs de toute sorte ont circulé sur des «négociations» et des «conditions» pour sa reddition, en même temps que celle d'un nombre important des troupes.

Mais, finalement, il est «descendu» seul. Et entre-temps, le GSPC qu'il a fondé est devenu une filiale d'Al-Qaïda. Et ce n'est qu'en août 2008, soit cinq ans après sa destitution, qu'il a pensé rendre public un «appel» à ses anciens terroristes d'écouter les avis autorisés des oulémas du salafisme et de déposer les armes, suivi des deux autres de janvier et de ce mois de février.

C'est-à-dire, il leur demande ce qu'il s'est lui-même refusé de faire et, quand il l'a finalement fait, ce fut à titre individuel, où personne d'autre, y compris parmi ceux qui sont censés avoir été ses «fidèles» et autres «partisans», ne l'a suivi.

Ces différents «appels» de Hattab font que, dans le meilleur des cas, il ne pourrait être considéré, dans ce qui reste de son ancienne organisation, que comme ces «prédicateurs» qu'il a lui-même fustigés et dont il emprunte la même voie aujourd'hui.

Le pire, c'est que cela risque de pousser à intensifier le terrorisme. Il l'a lui-même fait en réponse à ceux qui tentaient de l'en dissuader. Et il en sait quelque chose.

Mohamed Issami

7 MORTS ET 6 BLESSÉS DANS UN TERRIBLE ATTENTAT TERRORISTE

Carnage à Tébessa

Week-end sanglant à Tébessa. Un double attentat terroriste a secoué, jeudi dernier la localité d'El-Ogla, commune située à 60 km au sud du chef-lieu de wilaya.

Une famille de quatre personnes qui, précisément, fuyait son douar, un hameau connu sous le nom de Foum El-Matlag, suite à une incursion terroriste, a été décimée par l'explosion d'une bombe, actionnée, vraisemblablement à distance.

Il s'agit de la famille Mesaï comprenant un couple et son bébé d'un mois ainsi qu'une femme enceinte, probablement une parente, qui, à bord d'un véhicule utilitaire en se rendant dans son douar situé dans la commune d'El-Ogla, a été fauchée par la déflagration d'un engin explosif dissimulé sur son passage, aux environs de 4h30. Aussitôt l'alerte donnée, les secours, notamment les gendarmes et les agents de la Protection civile, se sont rendus sur les lieux où ils ont été à leur tour la cible d'un attentat aussi cruel.

La deuxième déflagration qui s'est produite au même endroit a entraîné la mort de deux gendarmes, dont le chef de brigade de Bir El Atter, l'adjudant-chef Mohamed Barkat, père de 7 enfants, qui s'apprêtait à prendre sa retraite et d'un sapeur-pompier.

Parmi les blessés, on compte également un autre gendarme, le chef de brigade d'El-Ogla, qui aurait été amputé d'une main et a été transféré à l'hôpital militaire de Constantine dans un état très grave. Mohamed Barkat a été inhumé, hier, à El-Eulma, d'où il est originaire.

Ce double attentat meurtrier semble le «résultat» d'un plan minutieusement élaboré dans le but de faire un maximum de victimes, notamment parmi les secours qui interviendront après la première explosion. D'où, l'usage par les terroristes d'un système d'amorçage à distance. Même l'incursion au douar de Foum El-Matlag, qui a contraint ses habitants à fuir, serait une opération de diversion préméditée par les terroristes, qui connaissent, vraisemblablement, parfaitement les lieux puisqu'au même endroit, un autre attentat en 2007 a coûté la vie à l'adjoint du chef de secteur militaire de Tébessa.

Cette région est infestée par le groupe terroriste dirigé par le sinistre El Atrous, abattu l'année dernière par les services de sécurité.

La plupart des membres de ce groupe terroriste sont connus des services de sécurité et activement recherchés depuis plusieurs années. Aussi, certains parmi eux ont été condamnés par contumace, à la peine capitale la semaine dernière. C'est pourquoi d'ailleurs, beaucoup ont avancé la thèse d'une vengeance orchestrée par ce même groupe terroriste.

K. G.

La stratégie criminelle de la «double bombe»

Le double attentat à la bombe d'avant-hier à Foum El-Matlag dans la commune d'El-Ogla El-Malha (Tébessa), qui a causé la perte de plusieurs membres d'une même famille et entraîné des victimes parmi les forces de sécurité et la Protection civile qui ont accouru sur les lieux pour leur porter secours, vient encore une fois confirmer cette pratique criminelle de la double bombe de plus en plus systématisée par les groupes d'Al-Qaïda au Maghreb.

Cette stratégie consiste à faire exploser une première bombe en visant délibérément une première cible dans le but de provoquer un maximum de dégâts mais aussi afin d'attirer sur place le grand nombre possible de renforts en forces de sécurité et en personnel de secours. Et c'est à ce moment qu'explose une deuxième bombe, généralement actionnée à distance, pour démultiplier le nombre de victimes. Dans certains cas, il est même parfois question d'une troisième.

Bombe dans le voisinage immédiat

L'ex-GSPC est tellement fier de son option pour cette manière de donner la mort et des dégâts qu'elle occasionne qu'il en a récemment fait un montage vidéo qui a été diffusé sur Internet dans des sites qui ont fait de la propagande pour Al-Qaïda sur leur spécialité. Il s'est ainsi donné l'occasion de revenir sur plusieurs attentats qu'il a commis et filmés l'année dernière pour se glorifier de la monstruosité de ses actes.

Cette pratique de la «double bombe» a, en fait, vu le jour en Algérie au sein du sinistre GIA, assez tardivement. Selon les données disponibles, elle est apparue pour la première fois en 1999, quand le 11 juin, une bombe artisanale a explosé au passage d'un taxi dans un tunnel la Chiffa (Blida) blessant grièvement ses trois passagers et la deuxième a emporté un militaire qui prêtait secours aux victimes.

La même action a été reproduite dans la wilaya de Médéa, à Ouzera le mois de septembre suivant devant une fontaine publique où un jeune homme a laissé sa vie dans la première explosion et les secours qui sont arrivés sur les lieux dans la deuxième. Le GIA éradiqué, cette pratique a été reprise par le GSPC à partir de l'année 2000.

La toute première fois, le double attentat du même genre a eu lieu le 31 décembre à Maâla (Bouira) avec une bombe contre une station électrique où un technicien de la Sonelgaz a été tué avant que n'explose la seconde qui a ravi la vie à un officier de l'Armée nationale. La pratique sera reproduite ensuite dans la wilaya de Jijel (le 7 mai, dans la commune d'El-Anceur), puis à Boumerdès, dans la commune de Dellys. C'est le double attentat qui a eu lieu dans cette dernière qui est le plus «parlant». Il s'agit de celui du 21 décembre 2005 contre une vedette des Gardes-côtes de la Marine nationale où en le revendiquant, le GSPC a tenu a souligner, dans son communiqué, qu'il s'agissait de «bombes commandées à distance», en précisant que cette «opération a été la première du genre». Et tout autant, il se glorifiera du sang répandu par la même pratique pour l'attentat du Rond-Point de Daksi à Constantine du 16 mai 2007.

Depuis, cette pratique a été élevée au rang de stratégie destructrice des assoiffés de sang qui n'ont pas hésité à en faire une vidéo qu'ils ont étalée aux yeux du monde à travers Internet. Très souvent, les forces de sécurité parviennent à repérer et neutraliser la deuxième bombe, mais parfois, comme avant-hier à Foum El-Matlag, la fatalité l'emporte. Sans doute que la leçon à en tirer est de retenir que, désormais, avec l'ex-GSPC, une bombe en cache toujours une autre.

Si l'on doutait encore, on sait maintenant qu'il ne se limite pas à assassiner en série ce qu'il considère comme «ennemis», mais qu'il cherche également à exterminer ceux qui tentent de leur porter secours, qu'ils relèvent des forces de sécurité, de la Protection civile ou même du personnel médical.

M. I.